



# COMITE DE DÉFENSE DES HÔPITAUX DE PROXIMITE DES ARDENNES

*Membre de la Coordination Nationale  
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité*

**Contact :**

[collectifhcharleville@gmail.com](mailto:collectifhcharleville@gmail.com)

**Blog**

<http://sauvegardehopital.over-blog.com/>

**Facebook :**

[defensehopitauxproximiteardennes](https://www.facebook.com/defensehopitauxproximiteardennes)

Le 24 février 2023

## **Non à la fermeture de la maternité de Sedan Organisons un comité d'accueil pour la directrice de l'ARS**

Classer la maternité de Sedan dans les archives, est ce cela le souhait de l'Agence Régionale de Santé ? C'est en tout cas aux archives départementales que la directrice de l'ARS va rencontrer la direction du Centre Hospitalier Nord Ardennes et quelques médecins triés sur le volet, pour une réunion de "suivi " de la situation de la maternité ce lundi 27 février. Les responsables syndicaux ne sont pas conviés pas plus que les représentants des usagers !

La fermeture de la maternité serait actée pour le 30 mars. Cette réunion a-t-elle pour seul but de renvoyer la responsabilité de la fermeture aux médecins, leur faire dire publiquement qu'ils ne peuvent continuer à assurer le service public à Sedan ? Mais ce ne sont pas eux les responsables de la pénurie, de l'absence de recrutement !

Ne nous en prenons pas aux lampistes, mais disons les vraies responsabilités : celle du ministre de la santé et de la prévention, celle du Président de la République, celle du député de la circonscription, soutien fidèle des politiques gouvernementales de santé.

Ces politiques visent à vider l'hôpital public : déjà, après la fermeture du service de soins intensifs à Sedan, les cardiologues avaient quitté le service public. Il semble que des machinations analogues soient en route pour faire fuir les gynécos !

En venant les mains vides, la directrice de l'ARS, bras armé du gouvernement en matière de santé dans la région, traduirait le mépris de celui-ci pour les Ardennes, pour le service public de santé. C'est toute la population de l'est du département et du nord meusien qui serait abandonnée par la République !

Nous n'accepterons pas la version d'une fermeture dite provisoire, un artifice tactique pour s'affranchir de l'avis des instances et endormir la population : nous exigeons des solutions maintenant pour le maintien de la maternité.

**Rendez vous lundi 27 février à 10 h 30 devant les archives départementales**  
(10 rue de la Porte de Bourgonne à Charleville-Mézières - quartier de la préfecture)